



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
17 décembre 2010
Français
Original: anglais

**Groupe de travail intergouvernemental
à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs**
Quatrième réunion
Vienne, 16 et 17 décembre 2010

Projet de rapport*

Additif

III. Application de la résolution 3/3 de la Conférence et des recommandations faites par le Groupe de travail

1. En réponse à des questions formulées par des délégations, le Secrétaire a précisé que la Convention des Nations Unies contre la corruption demeurerait le seul cadre juridique de l'Initiative StAR. Il a également précisé que tous les États parties à la Convention pouvaient également prétendre à une assistance technique dans le cadre de l'Initiative. En outre, le secrétariat menait des activités dans ce cadre pour s'acquitter des mandats qui lui avaient été confiés par la Conférence des États parties et le Groupe de travail. Il a été fait référence aux documents régissant le partenariat entre les deux organisations, qui pouvaient être librement consultés sur le site Internet de l'Initiative StAR. Plusieurs orateurs ont estimé que la visibilité de l'UNODC dans l'Initiative était insuffisante au regard de sa contribution. Un orateur a proposé, à titre de mesure immédiate, de placer toutes les publications de l'Initiative sur le site Internet de l'UNODC.

IV. Débat thématique

A. Mise en place d'un réseau mondial sur le recouvrement d'avoirs

2. Le représentant de l'UNODC pour l'Initiative StAR a fait rapport au Groupe de travail sur la réunion des points focaux StAR/INTERPOL pour le recouvrement d'avoirs, tenue à Vienne les 14 et 15 décembre 2010. Des points focaux représentant 42 États qui figuraient dans la base de données StAR/INTERPOL y avaient assisté.

* L'original du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



Cette base de données des points focaux pour le recouvrement d'avoirs, lancée en janvier 2009, comprenait 74 États à ce jour. L'un des participants à la réunion a fait part au Groupe de travail des débats qui avaient eu lieu et des recommandations qui avaient été formulées; l'accent avait notamment été mis sur le renforcement de l'assistance informelle et opérationnelle, la promotion des contacts directs entre les services de détection et de répression et la complémentarité avec les réseaux régionaux. Des orateurs se sont félicités de la création de la base de données, dont ils ont souhaité qu'elle soit utilisée et régulièrement mise à jour.

3. Le Groupe de travail a noté le rôle important joué par les réseaux en matière d'échange de données d'expérience et de communication informelle avant la soumission de demandes officielles d'entraide judiciaire et en matière de renforcement des capacités. Ces réseaux ne se substituaient pas à la procédure officielle, mais ils préparaient et appuyaient la soumission de demandes d'entraide judiciaire. Le Groupe de travail a aussi souligné qu'il fallait établir un réseau mondial des points focaux pour le recouvrement d'avoirs. Certains orateurs étaient d'avis qu'un tel réseau pouvait être établi à partir de la base de données StAR/INTERPOL, qui en serait la plateforme, et qu'il faudrait encourager les États à communiquer davantage de noms à entrer dans la base. On a relevé qu'il fallait encourager les gouvernements à nommer davantage de points focaux pour le recouvrement d'avoirs indépendamment de l'utilisation qui serait faite de la base de données StAR/INTERPOL pour la constitution d'un réseau mondial. Des orateurs ont souligné que tout réseau mondial devait s'appuyer sur les réseaux régionaux, qu'il devait compléter et avec lesquels il devait coordonner ses activités. Un orateur a estimé qu'un réseau mondial devait mettre l'accent sur l'échange de données d'expérience, alors que des réseaux régionaux pouvaient mener des activités d'assistance opérationnelle et de renforcement des capacités.

B. Enquêtes financières et traçage des avoirs

4. Le Groupe de travail a examiné le sujet des enquêtes financières et du traçage des avoirs. Après une introduction faite par le représentant de l'UNODC pour l'Initiative StAR, trois exposés ont été faits.

5. Le représentant des États-Unis a décrit au Groupe de travail les processus suivis et l'expérience acquise dans son pays en matière de traçage dans les affaires de recouvrement d'avoirs, en notant le lancement, par le Ministre de la justice, de l'Initiative contre la cleptocratie et pour le recouvrement d'avoirs. Il a souligné l'importance qu'il y avait à localiser les avoirs à l'étape de l'enquête et à les identifier, ainsi qu'à repérer les preuves, d'autres auteurs d'infractions éventuels, des témoins et des pistes d'enquête. Le traçage des avoirs était essentiel pour prouver les infractions sous-jacentes; il constituait la base de la confiscation et de l'entraide judiciaire. Le représentant a souligné les différents rôles qui existaient en la matière et les types de preuves qui pouvaient être utilisés. Les difficultés résidaient dans la complexité des transactions bancaires internationales, l'utilisation de fiducies ou de structures sociétaires pour déjouer les enquêtes et le coût de l'expertise financière.

6. La représentante de l'Afrique du Sud a décrit dans ses grandes lignes l'approche suivie par son pays en matière d'enquêtes financières et de traçage des avoirs, en faisant observer que de bonnes relations avec les prestataires de services financiers étaient capitales pour le succès de ce type d'enquêtes. Elle a récapitulé les différentes étapes de l'établissement de profils financiers, depuis les recherches générales auprès de sources d'accès libre ou restreint, jusqu'aux vérifications auprès des services de renseignement financier ou des banques. Lorsqu'il était posé que des avoirs étaient en cause, une enquête financière approfondie était lancée, qui impliquait notamment des citations en justice et des requêtes de police. Elle a mentionné l'utilisation de manuels et d'outils informatiques, ainsi que le recours au réseau régional ARINSA. Parmi les difficultés rencontrées, elle a cité le manque d'expérience des enquêteurs, la réticence des banques à fournir des informations en l'absence d'acte de procédure officiel, et le caractère inadapté de la législation. Elle a insisté sur les possibilités qu'offraient les réseaux régionaux, sur la nécessité de renforcer les capacités des enquêteurs et des procureurs et sur les initiatives de formation conjointes.

7. L'observateur de la Banque mondiale a présenté une étude de cas mettant en valeur l'importance qu'il y avait à recueillir des éléments de preuve et à protéger les avoirs. L'affaire en question faisait intervenir un établissement bancaire, et l'étude abordait les stratégies suivies pour recouvrer un bien commercial à la suite des poursuites pénales et de la condamnation qui avaient visé l'un des anciens hauts responsables de la banque. L'observateur a mis l'accent sur le travail accompli lors de la phase d'enquête, dans plusieurs pays, afin de rassembler suffisamment d'éléments de preuve et de localiser les avoirs.

8. Des orateurs ont accueilli avec satisfaction les modifications qui avaient été apportées aux législations nationales et qui avaient contribué, ces dernières années, à faciliter le recouvrement d'avoirs. Ils ont souligné que la pleine application du chapitre V était un processus de longue haleine et qu'il restait encore à faire pour renforcer les cadres juridiques et les capacités. L'importance cruciale d'une volonté politique toujours plus ferme et l'évolution vers une culture d'entraide et de coopération ont été mises en avant. Des orateurs ont évoqué les problèmes particuliers que posait le traçage des avoirs pour les pays ne disposant pas de système d'information intégré et efficace ni de compétences spécialisées suffisantes dans ce domaine. Il a en outre été précisé que l'une des difficultés inhérentes aux affaires de recouvrement d'avoirs était de déterminer les catégories d'informations disponibles dans l'État requis. D'une manière plus générale, les orateurs ont insisté sur le fait qu'il fallait trouver des moyens de contourner les obstacles à une coopération internationale fructueuse qui découlaient des différences entre les systèmes juridiques et judiciaires.

V. Adoption du rapport

9. Le 17 décembre 2010, le Groupe de travail a adopté le rapport sur les travaux de sa réunion (CAC/COSP/WG.2/2010/L.1 et Add.1).